

Réaction de Virage Énergie à l'actualisation du bilan prévisionnel 2035 de RTE

Rappel des faits - Ce 9 décembre, RTE a publié l'actualisation de son bilan prévisionnel qui dresse des scénarios d'évolution de la production et de la consommation d'électricité dans l'Hexagone d'ici à 2035. Le principal enjeu de cette nouvelle mouture est de proposer des solutions pour faire face aux retards dans l'électrification des usages énergétiques. En effet, RTE constate que le pays s'électrifie moins vite que ce qu'il prévoyait dans sa mouture précédente. Si la tendance à la surcapacité de production venait à se confirmer (scénario de « décarbonation lente »), le gestionnaire du réseau de transport d'électricité anticipe une hausse de 7 à 10 % du coût du système électrique par MWh d'ici à 2030. Pour autant, il souligne qu'une surcapacité transitoire demeure préférable à un sous-dimensionnement de long-terme du parc de production qui fragiliserait l'équilibre du réseau, notamment en cas d'indisponibilité des réacteurs électronucléaires. En clair, RTE ne recommande pas de ralentir, du moins pas tout de suite, le rythme de déploiement des énergies renouvelables (EnR) électriques, d'autant plus que les économies de court-terme induites par un tel ralentissement seraient moindres qu'une décarbonation rapide couplée à un maintien du rythme de déploiement des EnR (2€/MWh contre 7€MWh)¹.

Quelles conclusions tirer de cette mise à jour du bilan prévisionnel ?

Le spectre d'une concurrence EnR-nucléaire - Si la faiblesse de la demande se maintient dans le temps et qu'elle se superpose à un tarissement des débouchés à l'export d'électricité consécutif à la décarbonation du mix électrique des autres pays, une concurrence apparaîtra entre nucléaire et renouvelables et les coûts de fonctionnement du réseau s'envoleront. Chaque filière défendra une modulation de ses concurrents, ressuscitant le clivage entre nucléaire et EnR. Or, au regard du soutien massif à l'atome actuel des pouvoirs publics, on peut douter de l'impartialité de l'État dans ce conflit.

Une gabegie nucléaire à l'horizon - En creux, ce BP remet en cause les hypothèses motivant la réalisation du programme de six EPR2 dont le modèle économique repose sur d'une électrification rapide des usages garantissant des débouchés aux nouveaux réacteurs dès leur mise en service. Le document publié par RTE devrait alerter les décideurs : si l'atonie de

¹ Contexte https://www.contexte.com/fr/article/energie/les-quatre-enseignements-de-lactualisation-du-bilan-previsionnel-de-rte_248376

Le Monde https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/09/pour-juguler-la-surcapacite-d-electricite-rte-evoque-un-ralentissement-du-developpement-des-renouvelables_6656591_3234.html

RTE <https://www.rte-france.com/actualites/bilan-previsionnel-2025-2035-france-est-position-avantageuse-electrifier-atteindre-ses#:~:text=Le%20Bilan%20pr%C3%A9visionnel%202025%20de,commerciale%20et%20permettre%20sa%20r%C3%A9industrialisation.>

l'électrification venait à se confirmer, on peut douter de la capacité de toute nouvelle centrale électrique à écouler la totalité de sa production, fragilisant ainsi les investissements induits. Or, en matière de nucléaire, c'est bien l'argent public qui est la clé de voûte de tout nouveau programme. Tout manque à gagner affecterait donc le budget de la Nation.

Éphémère sobriété - Après avoir ardemment défendu la sobriété en 2022 pour faire face à la pénurie électrique, les gestionnaires de réseau appellent de leurs vœux une accélération franche de la consommation électrique. Conforme à la politique de l'offre défendue par les gouvernements successifs, le document semble oublier le fait que la sobriété et l'efficacité énergétique sont des leviers indispensables pour limiter la demande d'électrons et donc réagir utilement à la surcapacité. Pour décarboner, plutôt que de massifier la voiture électrique, pourquoi ne pas miser sur une réduction franche de la taille du parc automobile, tablant sur un report modal d'utilisateurs passés au vélo ou aux transports collectifs grâce à des investissements massifs dans le réseau.

Obsession électrique - Le tropisme électrique des pouvoirs publics, conditionnés par leur fascination pour l'atome, est aveuglant. Les décideurs semblent oublier que l'on peut décarboner la chaleur directement à partir de renouvelables, sans passer par le vecteur électrique. Biomasse, géothermie, solaire thermique, sont autant de sources pertinentes, sans oublier la chaleur fatale. À quand un plan pour massifier leur déploiement, de même que celui des réseaux de chaleur, indispensables pour déplacer les calories ?

Au-delà de la (sur)capacité : investir stratégiquement dans le réseau électrique - Une gestion du réseau électrique compatible avec des objectifs de neutralité carbone et d'une électrification rapide des usages (mobilité, chauffage ou industrie), cela veut dire investir dans la flexibilité, dans le stockage comme dans la planification de la consommation.

Une alerte sur les énergies renouvelables qui tombe mal - L'évocation d'un possible ralentissement, même limité, du développement des énergies renouvelables électriques par le gestionnaire de réseau constitue un motif d'inquiétude. Dans un contexte où solaire et éolien sont frontalement attaqués par le RN et LR, difficile d'imaginer pire signal pour des filières déjà fragilisées par l'instabilité réglementaire et l'incapacité chronique des gouvernements successifs à publier, enfin, une programmation pluriannuelle de l'énergie. Le « *stop and go* » permanent, entre rumeurs de moratoire et modifications des régimes de soutien public, provoque des désengagements de développeurs bien réels, ayant pour conséquence la destruction de milliers d'emplois.